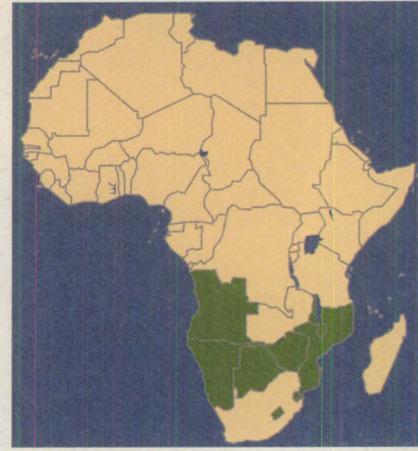




Afrique Australe

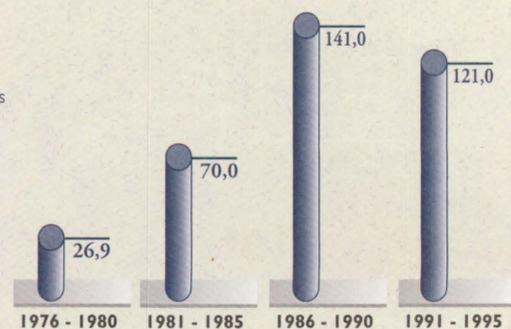


L'opposition à l'apartheid en Afrique du Sud, les guerres civiles en Angola et au Mozambique et l'absence de démocratie dans certains pays ont sérieusement affecté la société civile et l'économie de la région Australe dans les années '80. Le passage de la SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe) à la SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe) en 1992, ainsi que la transition réussie de l'Afrique du Sud vers un gouvernement démocratique et son accession à la SADC en août 1994, ouvrent des perspectives sans précédent pour l'Afrique Australe. Les pays de la région ont maintenant de nouvelles possibilités de renforcer la coopération et l'intégration régionale, dans un nouveau contexte de sociétés démocratiques et d'économies de marché.

Depuis 1976, la coopération régionale a été encouragée et appuyée par l'Union européenne, de façon accrue à partir de l'existence de la SADCC. A ce jour, près de 350 millions d'écus ont été alloués à cette forme de coopération. Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV (129 millions d'écus) est axé sur trois secteurs: le transport et les communications, le développement des ressources humaines, et la sécurité alimentaire et les ressources naturelles. Plus récemment, l'intégration économique régionale et à la libération des échanges commerciaux intra-régionaux ont été inclus dans les domaines prioritaires de la région. Les projets les plus importants comprennent: la réhabilitation du port de Beira, des projets de contrôle de maladies animales, la réhabilitation des lignes de transmission, réhabilitation de la route nationale Trans-Capri et la route du corridor de Beira.

**FED
EDF + budget**

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



ANGOLA
 BOTSWANA
 LESOTHO
 MALAWI
 MOÇAMBIQUE
 NAMIBIA
 SWAZILAND
 ZIMBABWE

Southern Africa

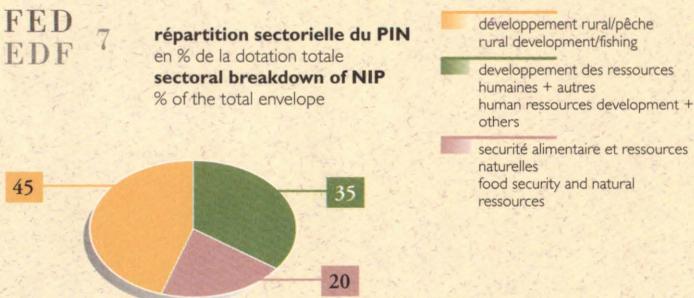
Afrique Australe
 Southern Africa

Opposition to apartheid in South Africa, civil wars in Angola and Mozambique and the absence of democracy in some countries adversely affected the civil society and economy of the Southern African Region during the 80s. The evolution of SADCC (Southern African Development Co-ordination Conference) to SADC (Southern African Development Community) in 1992, together with the successful transition to representative government in South Africa and its accession to SADC in August 1994, opens unprecedented perspectives for Southern Africa. There is now scope for the countries in the region to build closer regional cooperation and integration, in the new context of more democratic and market-oriented societies and economies.

Since 1976, regional cooperation in Southern Africa has been encouraged and supported by the European Union, increasingly so following establishment of SADCC. To date, almost ECU 350 million has been allocated to this kind of cooperation. The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 129 million), focuses mainly on three sectors: transport and communications, human resources development and food security and natural resources. More recently, economic integration and intra-regional trade liberalisation have been included among priority areas in the region. The most important projects include: the rehabilitation of the Beira port, animal diseases control projects, the rehabilitation of the Cabora-Bassa/South Africa transmission lines, rehabilitation of the Trans-Caprivi highway and the road in the Beira corridor.

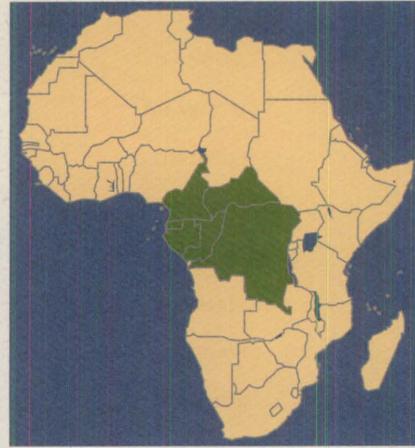
FED
 EDF 7

répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
 % of the total envelope





Afrique Centrale

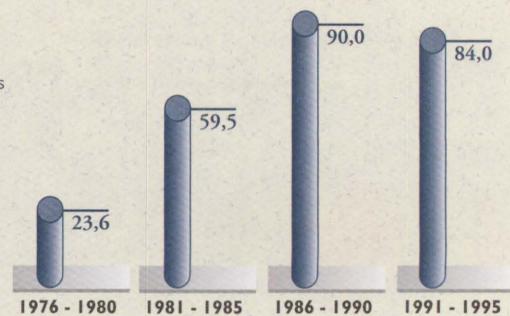


Sept Etats forment la vaste région d'Afrique Centrale peuplée d'environ 62 millions d'habitants et caractérisée par une très grande diversité sur de nombreux aspects.

Depuis 1976, plus de 257 millions d'écus ont été alloués en faveur de la coopération régionale. Les fonds de Lomé IV réservés à cette forme de coopération dans le cadre du Programme Indicatif Régional (84 millions d'écus) sont axés sur le renforcement de l'intégration économique régionale à travers, notamment, des financements bénéficiant aux itinéraires régionaux de transit définis dans le cadre du programme régional de réformes de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC). Par ailleurs, l'Union européenne poursuivra son action en faveur de l'utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers.

**FED
EDF + budget**

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



CAMEROON/CAMEROUN

CENTRAFRIQUE

CONGO

GABON

GUINEA ECUATORIAL

SÃO TOMÉ E PRINCIPE

ZAIRE

Central Africa

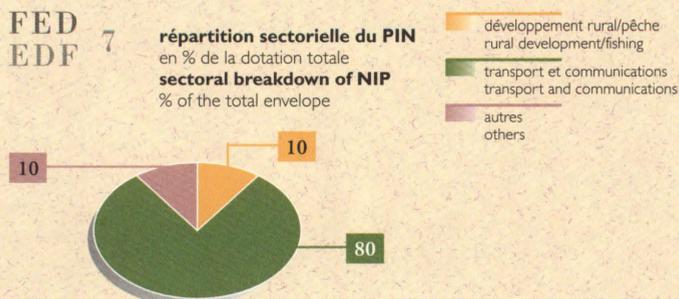
Afrique Centrale
Central Africa

The spacious Central African region is formed of seven States with a population of about 62 million inhabitants, characterised by great diversity in numerous respects.

Since 1976, more than ECU 257 million have been allocated for regional cooperation. In the framework of this cooperation, the Lomé IV Regional Indicative Programme, which amounts to ECU 84 million, concentrates on strengthening regional economic integration by providing financing benefiting regional transit traffic routes defined within the UDEAC's (Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale) Regional reforms Programme. The European Union will also continue supporting the rational use of forestry ecosystems.

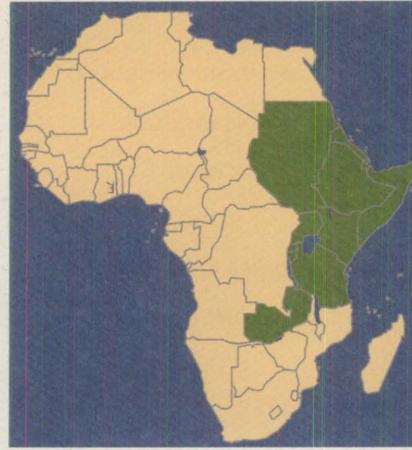
FED
EDF 7

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope





Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique



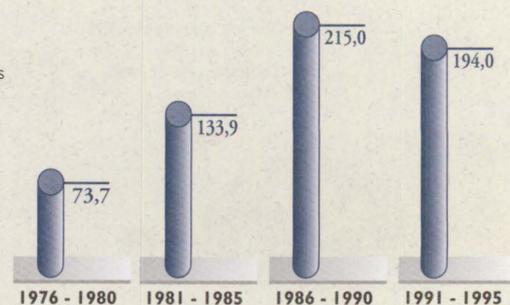
La sécurité alimentaire, ainsi que la lutte contre la sécheresse et la désertification restent une priorité constante de la coopération régionale entre l'Union européenne et les onze États relevant de cette région.

Depuis 1976, plus de 600 millions d'écus ont été alloués à ce titre pour l'amélioration de l'infrastructure des transports et la promotion du commerce par la suppression des obstacles existants. Ces dernières années, cette aide a été mise en oeuvre de façon accrue par la ZEP (Zone d'Échanges Préférentiels), qui met actuellement en place un marché commun (COMESA) entre les pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et partiellement de l'Océan Indien.

Les fonds régionaux de Lomé IV (199 millions d'écus) restent centrés sur les secteurs prioritaires des transports, de la sécurité alimentaire et du commerce.

FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



BURUNDI
 DJIBOUTI
 ERITREA
 ETHIOPIA
 KENYA
 RWANDA
 SOMALIA
 SUDAN
 TANZANIA
 UGANDA
 ZAMBIA

Eastern Africa and Horn of Africa

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique
 Eastern Africa and Horn of Africa

Food security and tackling problems of drought and desertification remain a priority for regional cooperation between the European Union and the eleven ACP States in this region.

Since 1976, more than ECU 600 million has been allocated for these purposes, to improve transport infrastructure and encourage trade by removing a variety of obstacles. In recent years, such assistance has been increasingly channelled through the Preferential Trade Area (PTA) which is now establishing a common market known as COMESA throughout Eastern and Southern Africa and the majority of the Indian Ocean countries.

Lomé IV regional funds (ECU 199 million) are still earmarked for the following priority sectors: transport, food security and trade.

FED
EDF 7

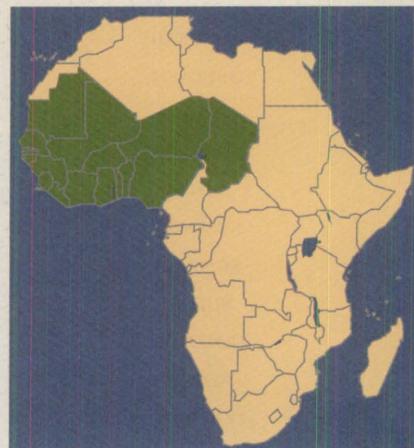
répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
 % of the total envelope

développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 autres
 others





Afrique sahélienne et occidentale côtière



La coopération régionale dans le cadre de Lomé IV a pour objectif d'appuyer les différents processus d'intégration économique entre les seize États de la région, s'étendant depuis le Cap-vert et la Mauritanie d'une part, jusqu'au Niger et au Nigéria, d'autre part. Les ressources du Programme Indicatif Régional (228 millions d'écus) sont ciblées sur trois domaines de concentration qui devraient être intégrés dans une stratégie régionale d'ensemble, cohérente avec les stratégies nationales et articulée avec les organisations régionales comme le Comité Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) ou la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique Occidentale). Ces trois domaines concernent : la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement ; les transports et les communications ; la valorisation des ressources humaines, plus particulièrement dans les domaines de la santé publique, de la formation et de la sécurité alimentaire.

**FED
EDF + budget**

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



BENIN
 BURKINA FASO
 CABO VERDE
 CÔTE D'IVOIRE
 The GAMBIA
 GHANA
 GUINEA BISSAU
 GUINÉE
 LIBERIA
 MALI
 MAURITANIE
 NIGER
 NIGERIA
 SENEGAL
 SIERRA LEONE
 TCHAD
 TOGO

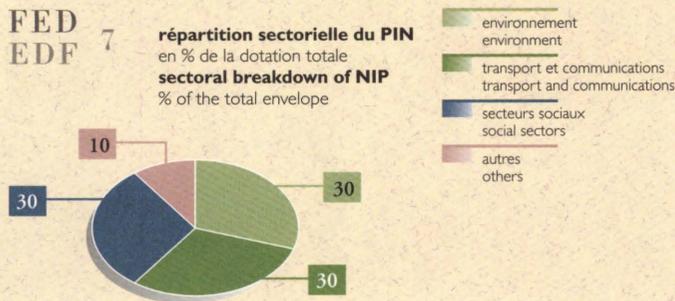
Sahelian and Coastal Western Africa

Afrique Australe
Southern Africa

Lomé IV cooperation mainly concentrates on supporting regional economic integration processes between the sixteen Sahelian states stretching from Cabo Verde and Mauritania on one hand, up to Niger and Nigeria on the other hand. Regional Indicative Programme resources (ECU 228 million) focus on three sectors: natural resources in particular in the health, training and food security sectors. Regional projects should be integrated in an overall regional strategy, that should be consistent with national strategies and linked to regional organizations such as CILSS (Inter State Committee in the Fight against Drought in the Sahel) or ECOWAS (Economic Community of West African States).

FED
EDF 7

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope





Caraïbes

La coopération régionale couvre les quinze pays ACP de la région, et a bénéficié à ce jour, depuis 1976, de plus de 250 millions d'écus d'allocations.

Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV porte sur 105 millions d'écus. Son objectif principal est la promotion et le soutien de la coopération et de l'intégration régionale. Ce processus devrait s'appuyer sur la libéralisation de la circulation intra-régionale des facteurs de production, une coordination plus étroite des stratégies et des politiques sectorielles, et le renforcement de la coopération fonctionnelle dans la région. A l'intérieur de ce secteur de concentration, des programmes devraient être mis en oeuvre dans les domaines du commerce, du tourisme, de l'agriculture, des télécommunications et des transports. L'autre secteur d'intervention prioritaire, le développement durable, devrait comprendre des programmes dans les domaines du développement des ressources humaines et de l'environnement.



FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



ANTIGUA AND BARBUDA
 BAHAMAS
 BARBADOS
 BELIZE
 DOMINICA
 GRENADA
 GUYANA
 HAÏTI
 JAMAICA
 REPÚBLICA DOMINICANA
 SAINT KITTS AND NEVIS
 SAINT-LUCIA
 SAINT VINCENT AND
 THE GRENADINES
 SURINAME
 TRINIDAD AND TOBAGO

Caribbean

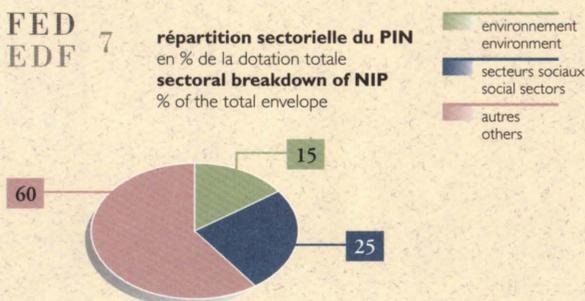
Caraïbes
 Caribbean

Regional cooperation covers the region's fifteen ACP countries and has benefited so far from more than ECU 250 million in the form of allocations since 1976.

The Lomé IV Regional Indicative Programme involves ECU 105 million. Its main objective is the promotion and support of regional cooperation and integration. This process should be based on liberalising the intra-regional movement of production factors, a closer co-ordination of strategies and sectoral policies at regional level, and the reinforcement of functional cooperation in the region. Within this major sector, programmes should be implemented in trade, tourism, agriculture, telecommunications and transport. The other priority sector for intervention, sustainable development, should include programmes in human resources development and environmental protection.

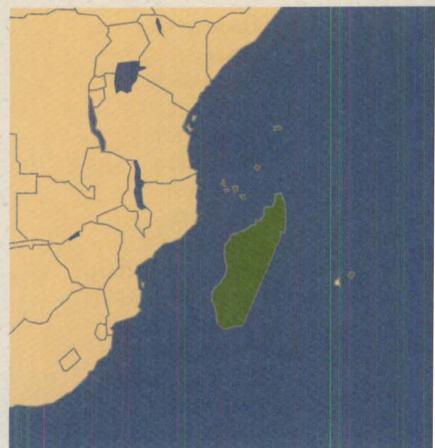
FED
 EDF 7

répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
 % of the total envelope





Océan Indien



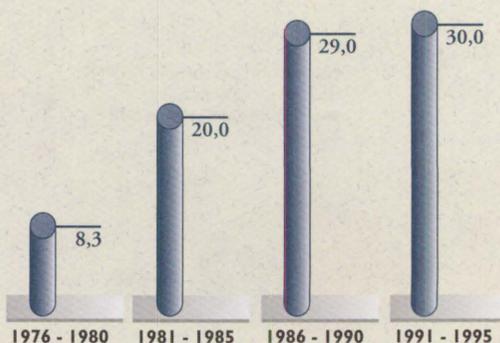
A partir de Lomé III, les programmes de coopération régionale ont été signés entre l'Union européenne et la Commission de l'Océan Indien (COI), organisation créée en 1982 et élargie aux quatre États ACP de la sous-région de l'Océan Indien en 1986.

Au titre de Lomé I et II (environ 30 millions d'écus), l'aide communautaire a été principalement affectée aux secteurs des transports (aérien et maritime), de la pêche et du commerce. Elle l'a été, s'agissant de Lomé III, (29 millions d'écus) dans les domaines de la gestion des ressources maritimes et naturelles, de la météorologie, du commerce extérieur et du tourisme.

Les domaines de concentration du Programme Indicatif Régional de Lomé IV (30 millions d'écus) sont l'environnement et le commerce extérieur. Un projet dans le secteur de l'environnement de 11 millions d'écus est en cours d'exécution, et dans le domaine du commerce extérieur; une intervention pour la promotion des échanges bénéficiant d'une contribution de 9,3 millions d'écus commence à être mise en oeuvre au courant du premier trimestre 1996. En dehors de ces deux domaines de concentration, trois autres projets ont été approuvés dans les domaines des télécommunications (3,3 millions d'écus), de la coopération technique (1,8 millions d'écus), et de la recherche agricole appliquée (1,9 millions d'écus).

**FED
EDF + budget**

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



COMORES

MADAGASCAR

MAURITIUS

SEYCHELLES

Indian Ocean

Océan Indien
Indian Ocean

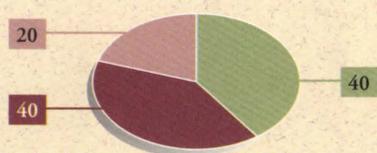
Since Lomé III, regional cooperation programmes have been signed between the European Union and the Indian Ocean Commission (IOC), an organisation created in 1982 and enlarged in 1986 to the four ACP States in the Indian Ocean sub-region.

Under Lomé I and II (ECU 30 million), Community aid was mainly allocated to the transport sectors (air and sea), to fishing and trade. It was, concerning Lomé III (ECU 29 million), assigned to the fields of maritime and natural resources management, meteorology, external trade and tourism.

The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 30 million) concentrates on the environment and external trade. An ECU 11 million project is under way in the environmental sector, and in the area of external trade, an ECU 9.3 million project for the promotion of trade exchanges should start being implemented during first half of 1996. In non-focal sectors, three other projects have also been approved in the fields of telecommunications (ECU 3.3 million), technical cooperation (ECU 1.8 million) and applied agricultural research (ECU 1.9 million).

FED
EDF 7

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope





Pacifique

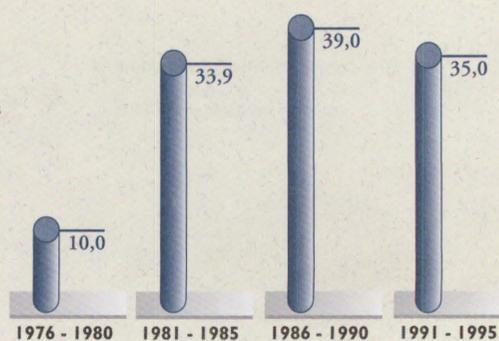


Le Programme Indicatif Régional (PIR) se concentre sur la réduction des difficultés résultant des distances énormes séparant les huit pays ACP, en mettant en œuvre des projets dans les domaines du transport et des télécommunications, et en contribuant à la valorisation des avantages de la région: agriculture, ressources de la mer et tourisme.

Environ 115 millions d'écus ont été alloués à cette forme de coopération depuis 1976. Sous Lomé IV, le PIR (35 millions d'écus) reste fidèle au principe de cette stratégie, tout en l'adaptant aux nécessités nouvelles: protection de l'environnement et développement des ressources humaines. Des projets sont mis en œuvre afin de soutenir la pêche, le tourisme, l'agriculture, le transport aérien régional et le développement des ressources humaines. Le programme d'appui à la lutte contre le SIDA lancé par la Commission du Pacifique Sud est soutenu par des ressources budgétaires pour un montant de 400 000 écus.

**FED
EDF + budget**

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



FIJI
 KIRIBATI
 PAPUA - NEW GUINEA
 SOLOMON ISLANDS
 TONGA
 TUVALU
 VANUATU
 WESTERN SAMOA

Pacific

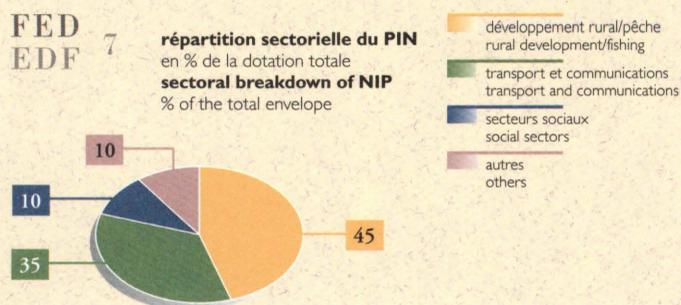
Pacifique
 Pacific

The Regional Indicative Programme (RIP) concentrates on alleviating problems resulting from the huge distances between the eight ACP countries by implementing projects in the fields of transport and telecommunications, and contributes to enhancing regional assets: agriculture, marine resources and tourism.

About ECU 115 million has been allocated to this kind of cooperation since 1976. Under Lomé IV, the RIP (ECU 35 million) continues with the principle of this strategy, while adapting it to new needs: environmental protection and human resources development. Projects have been implemented in support of fisheries, tourism, agriculture, regional air transport and human resources development. The AIDS programme initiated by the South Pacific Commission is supported by some ECU 400 000 of budgetary resources.

FED
 EDF 7

répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
 % of the total envelope



Les opérations du FED en 1995

1. Introduction

1.1 L'ANNÉE 1995 AURA ÉTÉ UNE ANNÉE IMPORTANTE POUR LA COOPÉRATION UE/ACP, AVEC LA RÉVISION À MI-PARCOURS DE LA 4ÈME CONVENTION DE LOMÉ ET LE RENOUVELLEMENT DU PROTOCOLE FINANCIER QUINQUENNAL CONSTITUANT LE 8ÈME FED.

Les négociations se sont clôturées le 30 juin 1995 lors de la conférence ministérielle ACP-UE tenue à Bruxelles, dans le prolongement du Conseil Européen de Cannes des 26 et 27 juin, au cours duquel les Chefs d'Etat et de gouvernement européens étaient parvenus à un accord sur un volume de ressources de 13,142 milliards d'écus au titre du 8ème FED¹ et de 1,658 milliard d'écus au titre des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Outre cet aspect financier, la révision de la Convention a permis d'introduire des modifications et compléments, dont les plus importants concernent:

- la protection des Droits de l'Homme et l'appui aux processus de démocratisation; ces principes ont été reconnus comme des «éléments essentiels» de la Convention, dont la violation est susceptible de mener à une suspension de la coopération;
- une plus grande flexibilité dans la programmation de l'aide, en instaurant un système de deux tranches financières dont la deuxième est débloquée en fonction des performances du pays et notamment du taux d'absorption de la 1ère tranche.
- l'élargissement de l'accès des produits agricoles ACP au marché communautaire.

¹ Dont 160 millions d'écus (MECU) dans le cadre du budget de la Communauté pour le renforcement de l'aide humanitaire et 15 MECU représentant la valeur actualisée de la transformation en dons des prêts spéciaux non encore engagés des conventions antérieures.

EDF operations in 1995

1. Introduction

1.1. 1995 WAS A KEY YEAR FOR EU-ACP COOPERATION. IT SAW BOTH THE MID-TERM REVIEW OF THE FOURTH LOMÉ CONVENTION AND THE RENEWAL OF THE FIVE-YEAR FINANCIAL PROTOCOL ESTABLISHING THE 8TH EDF.

Negotiations were concluded on 30 June at the ACP-EU ministerial conference in Brussels after being carried over from the European Council in Cannes on 26 and 27 June, at which the Heads of State or Government had reached agreement on total funding of ECU 13.142 billion under the 8th EDF¹ and ECU 1.658 billion from European Investment Bank operations.

Besides the financing issue, the mid-term review also provided the opportunity to make various changes and additions of which the most important were:

- protection of human rights and support for the democratic process; these principals are known as 'essential elements' of the Convention, the violation of which may lead to an interruption of cooperation;
- greater flexibility in programming of aid thanks to the introduction of a two-tranche system in which the release of the second tranche depends on a country's performance and in particular on the absorption rate of the first tranche.
- better access for ACP farm produce to the Community market;

¹ Including ECU 160 million for humanitarian aid and ECU 15 million representing the conversion of special loans appropriated and not yet committed under previous conventions.

La question de la dette a donné lieu à une décision importante par la décision des Etats membres de l'Union de transformer en subventions l'ensemble des dotations de prêts spéciaux non encore engagés au titre des conventions précédentes.

L'accord formalisant les résultats de ces travaux de révision a été signé à Maurice le 4 novembre 1995.

I.2. S'AGISSANT DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 1995, CEUX-CI MONTRENT UN REcul TRÈS NET DES DÉCISIONS ET UN FLÉCHISSEMENT, MOINS IMPORTANT MAIS NÉANMOINS SIGNIFICATIF, DES PAIEMENTS PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

Cela peut s'expliquer, pour les décisions, par l'épuisement du 6ème FED (créé en mai 1986), et le ralentissement naturel du 7ème FED arrivé à près de 75 % des dotations programmables engagées.

Pour les paiements, les facteurs sont multiples et peuvent être recherchés dans diverses directions. La baisse de 225 MECU constatée en 1995 par rapport à 1994 peut s'expliquer à la fois, comme cela sera repris plus loin, (i) par des facteurs exogènes: suspension de l'aide dans les pays en guerre ou en crise graves, conditionnalités sectorielles et macro-économique non remplies; (ii) par la nature de certains instruments pour lesquels les déboursements varient de façon erratique ou sont parvenus à l'épuisement de leurs enveloppes spécifiques: Stabex (- 50 MECU), Aide d'urgence et réfugiés (- 102 MECU), (iii) par des facteurs endogènes liés aux capacités d'absorption des administrations ACP, mais aussi, probablement, et sous réserve d'une vérification plus approfondie, aux capacités d'instruction et de suivi de la Commission elle-même.

An important decision was reached on the debt issue when the EU Member States decided to convert all special loan appropriations, not yet committed under the previous conventions, into grants.

The agreement formalising the review's conclusions was signed in Mauritius on 4 November 1995.

1.2. THE 1995 FIGURES REVEAL A SHARP DECLINE IN TERMS OF DECISIONS WHILE PAYMENTS FELL LESS SHARPLY, BUT NONE THE LESS SIGNIFICANTLY, COMPARED TO THE AVERAGE PERFORMANCE FIGURES OF PREVIOUS EDFS OVER PREVIOUS YEARS.

For decisions there are two explanations - the using up of 6th EDF funds (created in May 1986) and the natural slowing of the 7th EDF on reaching almost 75 % commitment of programmable appropriations.

For payments, numerous factors come into play and various explanations can be sought. The ECU 225 million fall from 1994 to 1995, as we shall see below, can be ascribed to: (i) external factors, i.e. the suspension of aid to warring or crisis-torn countries, failure to meet sectoral or macroeconomic conditions; (ii) the nature of various instruments for which disbursements can be erratic or which have exhausted their individual budgets: Stabex (down ECU 50 million), emergency aid and aid to refugees (down ECU 102 million), (iii) internal factors related not only to the absorption capacity of ACP governments but probably also – and this should be subject to further scrutiny – to the Commission's own capacity to appraise and monitor.

A. Aspects quantitatifs

2. Aperçu général des opérations du FED en 1995

2.1. VOLUME TOTAL DES OPÉRATIONS

A l'image de l'année 1993 par rapport à l'année record 1992, l'année 1995 fait suite à une année de paiements très importants dus, pour une très large partie, à la reprise des opérations Stabex en 1994. Avec 1538 MECU de paiements, les déboursements se situent à un niveau comparable à la moyenne de la période 1988-1993. Les décisions, qui se situent à 1495 MECU, marquent une diminution tout à fait tranchée, mais aussi tout à fait normale par rapport aux trois exercices précédents de 1992, 1993 et 1994.

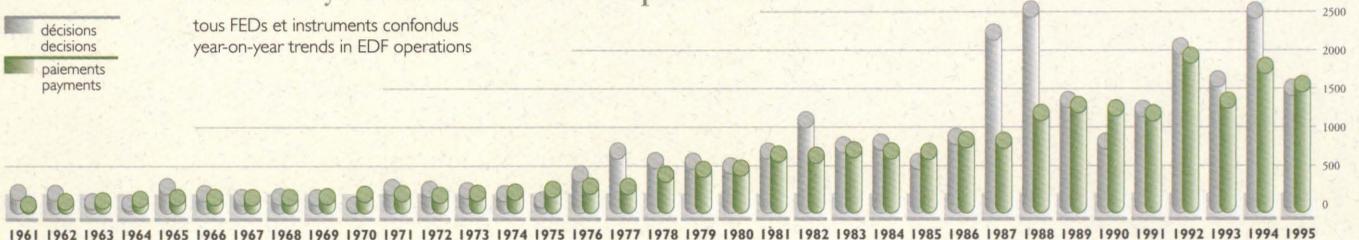
Pour mieux comprendre ces résultats, il importe de les situer dans une perspective longue: pour des raisons complexes qui tiennent en partie au cycle quinquennal des conventions de Lomé et au poids important du système Stabex, le volume total des déboursements du FED n'a jamais suivi une croissance régulière, et a fréquemment subi des à-coups. Le *graphique 1* ci-dessus illustre bien ces fluctuations historiques, mais il montre également que celles-ci accompagnent une tendance longue de croissance qui apparaît nettement lorsque l'on écarte les transferts dus au Stabex (*tableau 2* ci-après), même si 1995 se situe en repli par rapport à 1994.

2.2. L'AIDE AUX PAYS ACP PAR FED

Parce que le cycle d'exécution d'un FED dépasse très largement la période quinquennale de la convention correspondante, la Commission gère simultanément plusieurs FED parvenus à des niveaux d'exécution différents. Ainsi ont été exécutées en 1995 des opérations financées sur le 6ème FED et sur le 7ème FED. Pour des raisons de simplification comptable, le cinquième FED avait été clôturé à la fin de 1993 et les reliquats apparus à cette occasion ont été réinscrits dans le 7ème FED.

Le poids relatif des différents FED dans les opérations de l'année évolue naturellement à mesure que chaque convention engendre des nouveaux projets et que ceux-ci entrent en exécution. C'est ainsi que depuis 1993, les déboursements du 7ème FED dépassent ceux du FED précédent.

(1)
1961-1995 Evolution des opérations annuelles du FED
Year-on-year trends in EDF operations



Les opérations
du FED en 1995EDF operations
in 1995

A. Quantitative aspects

2. General overview of EDF operations in 1995

2.1. TOTAL VOLUME OF OPERATIONS

As in the comparison of 1993 with 1992, 1995 follows a record year for payments, due largely to the resumption of Stabex operations in 1994. With payments of 1 538 million, disbursements stand on a par with the average for the same period. At a level of ECU 1 495 million, decisions show a marked, but quite normal decrease when compared to the three previous years of 1992, 1993 and 1994.

Recent performance becomes easier to understand if looked at in a long-term perspective: for complex reasons, which are partly the result of the five-year cycle of the Lomé Conventions and the importance of the Stabex system, the total volume of EDF payments has never followed a regular growth pattern and, in fact, often fluctuates. *Chart 1* above illustrates well this historical pattern of fluctuation but also shows a marked underlying growth trend when Stabex transfers (see *Chart 2* below) are excluded, despite the fall from 1995 to 1994.

2.2. BREAKDOWN OF AID TO THE ACP COUNTRIES BY FUND

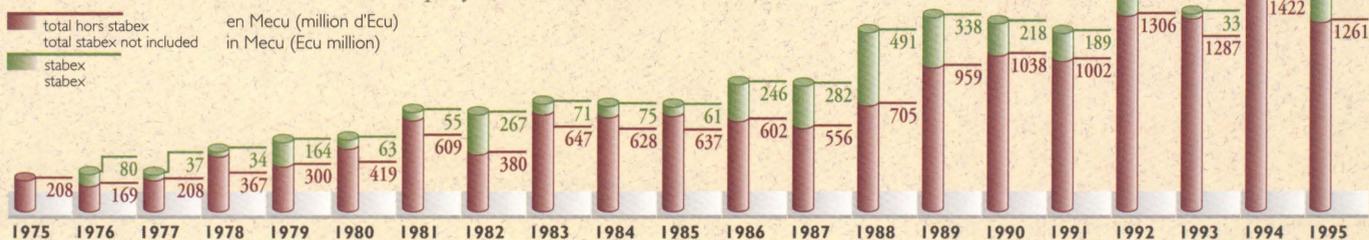
Because the implementation cycle of an EDF is far longer than the five-year life of the Conventions, the Commission manages several Funds simultaneously, each at different stages of maturity. For instance, in 1995 there were operations financed by the 6th EDF and the 7th EDF. For accounting reasons, the fifth EDF was closed at the end of 1993 and the outstanding balance transferred to the 7th EDF.

The relative mix of the EDFs in a year's operations follows a natural evolution as each Convention gives rise to new projects, which are then implemented. Since 1993, payments under the 7th EDF have exceeded those from the previous EDF.

(2)

1975-1995

Paiements annuels du FED (hors stabex) Annual EDF payments (non-stabex)



L'arrivée à maturité du 7ème FED, qui est doté de 10,8 milliards d'Ecus, a permis d'assurer la croissance des engagements et des dépenses depuis 1992, en dépit du fait que les opérations liées au 6ème FED – dont la dotation initiale est déjà consommée à plus de 90 % – se réduisent d'année en année. Après l'année 1996, qui sera nourrie principalement par la mise en œuvre du 7ème FED, le maintien d'un volume d'opérations élevé en 1997 dépendra essentiellement de la mise en œuvre rapide du 8ème FED et de l'efficacité du processus de programmation et d'instruction concomitante des premiers projets à financer sur 8ème FED.

Aussi l'exercice de programmation du 8ème FED a-t-il démarré dès juin 1995 par la préparation des documents de stratégie pour chaque pays et région; ces documents, qui seront discutés avec les Etats Membres de l'Union Européenne en 1996, serviront de lignes directrices pour les discussions que la Commission conduira avec les pays ACP, afin d'aboutir à des programmes indicatifs (PINs et PIRs). Ces programmes devront être tous conclus, selon les termes mêmes de la Convention révisée, dans l'année suivant sa signature, soit avant le 4 novembre 1996.

En termes d'absorption cumulée, la situation des deux derniers FED était la suivante à la fin de 1995:

Taux d'absorption cumulé des FED à la fin de l'année (en %)

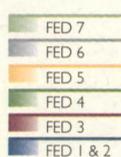
Dotation initiale ² (en mecu)		Absorption cumulée (en %)				
		1992	1993	1994	1995	
Lomé III	FED 6	7400				
Lomé IV	FED 7	10800				
		Paiements	64	71	81	90
		Décisions	92	92	95	99
		Paiements	10	16	30	45
		Décisions	23	42	65	80

² Ces dotations qui sont celles initialement inscrites dans les conventions, peuvent légèrement différer d'autres présentations où l'on a ajouté à ces dotations certains transferts, dont les reliquats des FED antérieurs clôturés.

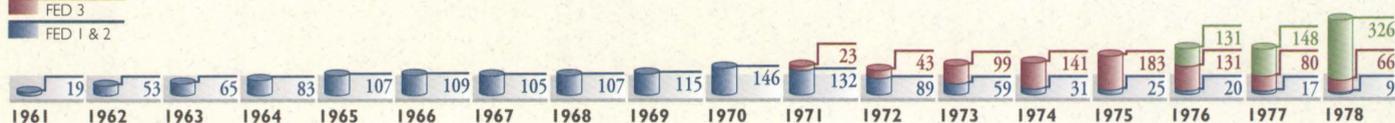
(3)

1961-1995

Evolution des paiements annuels par FED Annual payments by EDF



en Mecu (million d'Ecu)
in Mecu (Ecu million)



Les opérations du FED en 1995

EDF operations in 1995

The 7th EDF, with funds of ECU 10.8 billion, is now in full swing, and this has kept commitments and expenditure growing since 1992, despite the fact that over 90 % of 6th EDF resources have now been used and there are fewer 6th EDF operations every year. After 1996, when most operations will be implemented under the 7th EDF, the continuation of a high volume of operations will largely depend on the early implementation of the 8th EDF, the effectiveness of the programming process and the associated appraisal of the first projects to be financed under that Fund.

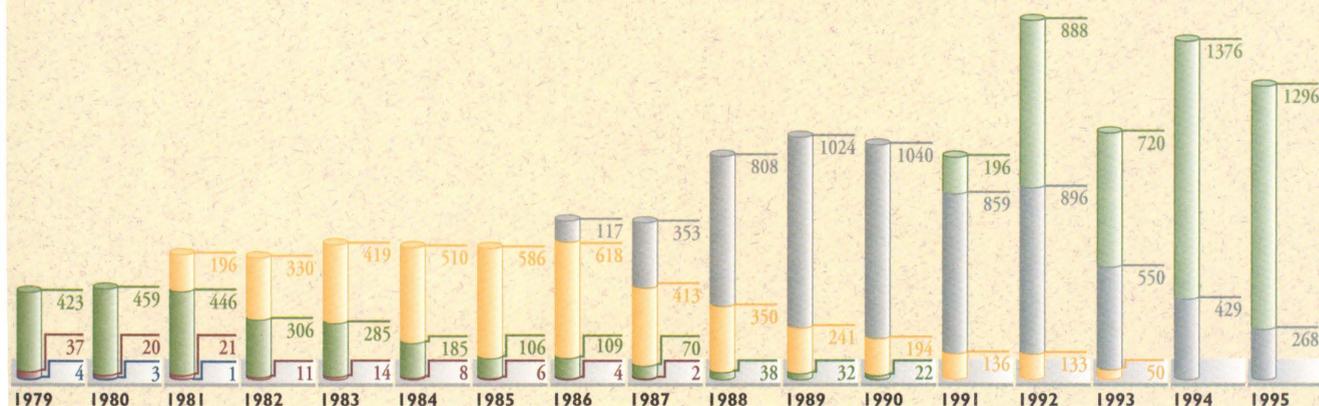
The 8th EDF programming exercise kicked off in June 1995 with the preparation of strategy papers for each country and region. These papers are to be discussed with the EU Member States in 1996 and will form the guidelines for the Commission's talks with the ACP States aimed at setting up the indicative programmes (NIPs and RIPs). Under the terms of the amended Convention, these programmes must all be concluded within one year of the signing of the Convention, i.e. by 4 November 1996.

The overall absorption of the last two EDFs at the end of 1995 was as follows:

Aggregate year-end absorption rates of the EDFs (in %)

Initial allocation ² (in mecu)		Aggregate absorption ^{in %}				
		1992	1993	1994	1995	
Lomé III	EDF 6	7400	64	71	81	90
Lomé IV	EDF 7	10800	92	92	95	99
		10	16	30	45	
		23	42	65	80	

² These appropriations, corresponding to those originally contained in the Conventions, may differ slightly from figures given elsewhere to which certain transfers, e.g. from the unexpended balances of previous, closed EDFs, have been added.



Les taux de paiement ci-dessus reflètent la consommation finale des crédits (décaissements effectués), et négligent le fait que, pour une part importante, les crédits décidés et non encore décaissés sont déjà engagés dans des contrats conclus avec des fournisseurs ou des prestataires de services.

2.3. L'AIDE DU FED PAR GRAND INSTRUMENT

La gamme des instruments financiers du FED est large, allant des classiques projets et programmes de développement (nationaux ou sous-régionaux) jusqu'à l'appui à l'ajustement structurel et la compensation des pertes de recettes d'exportation (STABEX), en passant par les aides d'urgence, l'assistance aux réfugiés, le SYSMIN et les opérations sur capitaux à risques. Si le poids relatif de ces instruments est déterminé en longue période par les conventions de Lomé – qui prévoient une dotation spéciale pour chacun d'eux –, leur importance relative et leur rythme de mise en œuvre varient fortement d'une année à l'autre, du fait des spécificités de chacun.

En raison des difficultés qui avaient temporairement bloqué les transferts en 1993, l'année 1994 avait été une année très forte pour le Stabex. En 1995, par contre, le Stabex affiche des résultats plus conformes aux réalisations normales, avec des décisions de 127 MECU et des paiements de 301 MECU.

Ce «retour à la normale» est cela dit responsable, à lui seul, de 50 MECU sur la diminution globale de 225 MECU constatée pour les paiements de l'année 1995 par rapport à l'année précédente. Si l'on relève par contre une augmentation des opérations sur capitaux à risques, les paiements de l'aide d'urgence et de l'aide aux réfugiés, en très forte contraction, ont eux aussi une très forte incidence sur les résultats de l'année (102 MECU de diminution sur les 225 MECU susmentionnés). Quant à l'ajustement structurel, bien qu'en léger recul en 1995 par rapport à 1994, il affiche une absorption satisfaisante des crédits de la FAS.

Dans cet ensemble, c'est l'aide programmée au sens strict (projets et programmes de développement classiques mis en œuvre avec les pays et les régions ACP) qui continue à alimenter l'essentiel des opérations du FED, même si sa part a légèrement décliné de 1992 à 1995, passant de 51 % à 46 % des paiements totaux.

The above figures represent the final absorption of appropriations (i.e. payments made). This does not reveal the fact that a high percentage of the funds that have been the subject of a decision, but not yet paid out, are in fact committed by contracts already concluded with suppliers or providers of services.

2.3. EDF AID - THE MAIN INSTRUMENTS

The EDF has a wide variety of financial instruments which range from conventional (national or subregional) development projects and programmes to structural adjustment support and compensation for loss of export earnings (Stabex) and embrace emergency aid, assistance to refugees, Sysmin and risk capital operations. Although their share of resources is fixed for a lengthy period by the Lomé Convention – which allocated a specific sum to each – their relative take-up of funds and pace of implementation can vary considerably from one year to the next, depending on the nature of the instrument.

Stabex, because of the problems that temporarily blocked transfers in 1993, returned strong figures in 1994. With decisions totalling ECU 127 million and payments of ECU 301 million, the performance of Stabex in 1995 was more in line with a normal year's figures.

ECU 50 million out of the overall ECU 225 million decrease recorded in payments for 1995, compared to the previous year has been attributed to this 'return to normal' alone. Despite an increase in risk capital operations, payments for emergency aid and aid for refugees shrank markedly with considerable impact on the year's results (accounting for an ECU 102 million decrease out of the abovementioned ECU 238 million total). Although down slightly in 1995 compared to 1994, absorption of SAF funds was satisfactory.

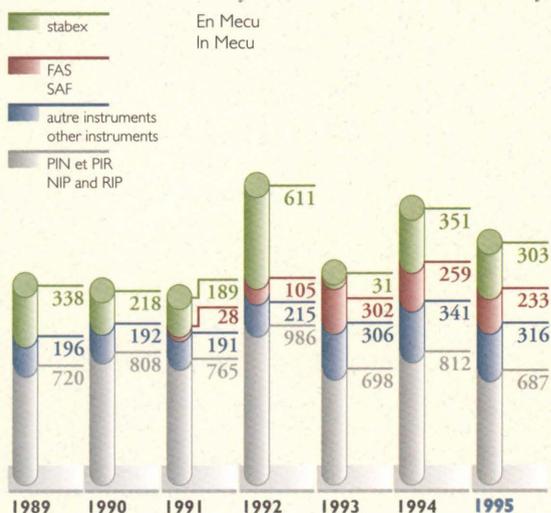
But *programmed aid* as such (conventional projects and programmes implemented with the ACP countries and regions) continued to constitute the bulk of EDF operations, despite a slight decrease between 1992 and 1995 in its share of total payments which fell from 51 % to 46 %.

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Aide programmable (en millions d'Ecus)	720	808	793	1091	1000	1071	687
PIN	622	694	625	800	565	655	543
PIR	98	114	140	186	133	157	144
FAS	0	0	28	105	302	259	233

Autres instruments (hors Stabex)	196	192	191	215	306	341	316
Sysmin	19	37	26	11	87	25	19
Capitaux à risques	109	81	86	84	104	77	122
Bonifications d'intérêts	19	16	12	27	26	18	24
Aide d'urgence	47	55	51	69	66	221	119
Autres	2	3	16	24	23	0	32

Paiements (hors Stabex)	916	1000	984	1306	1306	1412	1261
Stabex	338	218	189	611	31	351	303
Paiements (totaux)	1254	1218	1175	1917	1337	1763	1564

(4)
1989-1995 **Paiements: évolution par instruments**
Payments: evolution by instruments



Les opérations
du FED en 1995

EDF operations
in 1995

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Programmable AID (in million d'ECU)	720	808	793	1091	1000	1071	687
NIP	622	694	625	800	565	655	543
RIP	98	114	140	186	133	157	144
SAF	0	0	28	105	302	259	233

Others instruments (Stabex not incl.)	196	192	191	215	306	341	316
Sysmin	19	37	26	11	87	25	19
Risk Capital	109	81	86	84	104	77	122
Interest rate subsidies	19	16	12	27	26	18	24
Emergency aid	47	55	51	69	66	221	119
Others	2	3	16	24	23	0	32

Payments (Stabex not incl.)	916	1000	984	1306	1306	1412	1261
Stabex	338	218	189	611	31	351	303
Payments (grand total)	1254	1218	1175	1917	1337	1763	1564

3. Mise en œuvre par instruments

3.1. AIDE PROGRAMMABLE

Les projets et programmes de coopération avec les pays ACP sont financés sur des dotations notifiées au préalable, appelées «programmes indicatifs nationaux» (PIN) pour chacun des Etats ACP, et «programmes indicatifs régionaux» (PIR) pour chacune des sept sous-régions³. A ces ressources s'ajoutent celles de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), nouvel instrument créé par la 4ème Convention de Lomé.

3.1.1. Les résultats globaux: PIN + PIR + FAS

S'agissant des *décisions* (engagements primaires), une diminution importante en 1995 est à signaler (300 MECU environ), leur volume annuel passant à 954 MECU, contre 1248 MECU réalisés en 1994.

Cette diminution s'explique à la fois:

- par le quasi-épuiement du 6e FED qui était engagé au 31/12/95 à 96 %, après presque 10 années d'existence; une large partie des montants qui restent non engagés provient de pays avec lesquels la coopération est bloquée, pour diverses raisons évoquées plus bas;
- par un ralentissement naturel du rythme des décisions sur 7e FED qui est engagé au 31/12/1995 à 72 % après bientôt 4 années et demi d'existence. Les suppléments de dotations programmables (PIN et FAS) distribués et notifiés entre juin et septembre 1995 n'ont pu être instruits suffisamment rapidement pour être traduites en propositions de financement et décidées avant la fin de l'année, sauf en ce qui concerne une *partie* du solde distribué de la FAS.

S'agissant des *paiements*, un montant de 953 MECU a été déboursé. Bien que moins important que la diminution constatée en matière de décisions (environ 120 MECU), ce retrait ne s'explique pas par les mêmes phénomènes naturels liés aux cycles des FEDs et doit être analysé avec attention pour éviter qu'il ne se reproduise au cours des prochains exercices (cf. infra par. 3.1.3, p 12).

³ S'y ajoute un programme complémentaire mis en œuvre au profit des cinq pays ACP lusophones, appelé PALOP.

(6)

FED 5-6-7
confondus
together

Evolution récente
des décisions et des
paiements (hors Stabex)

en Mecu

Recent trends
in decisions and
payments (non-Stabex)

in Mecu



3. Implementation by instrument

3.1. PROGRAMMABLE AID

Development cooperation projects and programmes with the ACP countries are financed from funds earmarked in advance for that purpose. They are known as 'national indicative programmes' (NIPs) for individual ACP States, or 'regional indicative programmes' (RIPs) for the seven subregions.³ Additional funds are provided by the Structural Adjustment Facility (SAF), an innovation introduced by the Fourth Lomé Convention.

3.1.1. Aggregate results: NIP + RIP + SAF

Decisions (primary commitments) saw a considerable fall in 1995 (approx. ECU 300 million) with the annual total dropping to ECU 954 million after a figure of ECU 1 248 million in 1994.

The reasons for the decrease are twofold:

- 6th EDF resources were almost totally exhausted with commitments running at 96 % on 31/12/95 after almost ten years of the Fund's existence; a substantial part of the funds as yet uncommitted can be traced back to countries with whom cooperation is blocked for various reasons explained below;
- the rate of decisions under the 7th EDF, for which commitments stood at 72 % on 31/12/1995 after nearly four and a half years of the Fund, naturally started to tail off. Except for part of the balance allocated from the SAF, the additional programmable resources (NIP and SAF) allocated and notified between June and September 1995 could not be processed in time to be converted into financing proposals and decided before the year-end.

A total of ECU 953 million was disbursed in respect of *payments*. Although the decrease was not as large as in the case of decisions (approx. ECU 120 million), the explanation does not lie in the same natural phenomena associated with EDF cycles and must be carefully analysed in further exercises in order to avoid a recurrence (see below para. 3.1.3).

³ There is also a special programme for the five Portuguese-speaking ACP States (PALOP).

3.1.2. L'appui à l'ajustement structurel

Le soutien de la Communauté aux efforts d'ajustement structurel des pays ACP s'est poursuivi normalement en 1995 à partir de la dotation de 1 150 MECU prévue à cet effet dans le 7ème Fed, à laquelle se sont ajoutées des ressources provenant des programmes indicatifs des pays concernés.

La part des programmes indicatifs ainsi affectée à l'appui à l'ajustement structurel est devenue plus importante par le double jeu:

(i) au niveau de l'ensemble des pays éligibles, de la distribution du solde des ressources spécifiques de la facilité d'ajustement structurel lors de l'exercice de répartition 1995⁴

(ii) au niveau des pays performants, d'un exercice de réallocation de ressources programmables, en fin de mise en œuvre du premier protocole financier de la Convention de Lomé IV, pour éviter un sous-financement des processus d'ajustement.

A la fin de 1995, le total des décisions de financement prises en appui aux programmes d'ajustement structurel se montait à 1 382 MECU, alloués à 36 pays ACP. Sur ce total décidé, 1 050 MECU, soit 75 %, proviennent des ressources spécifiques de la facilité d'ajustement structurel, le solde étant couvert par les tirages sur les programmes indicatifs.

Les paiements cumulés s'élèvent à la fin 1995 à 1 126 MECU, dont 912 au titre des ressources spécifiques ajustement structurel, soit une consommation de crédit de 79 %.

82 % des décisions prises ont donné lieu à paiement, ce qui confirme la très grande rapidité de déboursement des crédits qui ont été engagés sous cette forme d'aide. Au cours de 1995, l'appui à l'ajustement a engendré 238 MECU de décisions nouvelles (PIN et FAS confondus) et 305 MECU de déboursements, soit 35 % des déboursements concernant les aides programmables.

L'appui à l'ajustement aux pays de la zone franc, suite à la dévaluation du franc CFA en janvier 94, mené en étroite concertation avec les autres bailleurs de fonds, a fait l'objet d'une mobilisation particulière qui a continué en 1995. Malgré les difficultés rencontrées dans un certain nombre de pays (notamment en Afrique Centrale), dans la mise en œuvre de leur programmes d'ajustement, les déboursements au titre de ces appuis post-dévaluation ont concerné 122 MECU, soit 40 % du total.

⁴ auxquelles se sont encore ajoutés des montants additionnels provenant des ressources programmables non réparties, à l'appui à l'ajustement structurel, pour un montant total de 100 MECU.

3.1.2. Structural adjustment support

The Community's structural adjustment support for the ACP States took its normal course in 1995 from its allocation of ECU 1,150 million earmarked in the 7th EDF together with the additional resources from the indicative programmes of the countries concerned.

The share allocated to structural adjustment support from the indicative programmes grew thanks to the dual impact:

- (i) on all eligible countries, of the distribution of the balance of the specific SAF resources during the 1995 allocation exercise⁴;
- (ii) on countries that had performed well, of an exercise to re-allocate programmable resources on completion of implementation of the first financial protocol of the Fourth Lomé Convention, to avoid an under-financement of the adjustment process.

At the end of 1995, total financing decisions in support of structural adjustment programmes rose to ECU 1,382 million, allocated to 36 ACP countries. ECU 1 050 million, 75 % of the total decided, came from specific Structural Adjustment Facility funds and the balance from the indicative programmes.

Total payments amounted to ECU 1 126 million at the year-end of which ECU 912 million came from specific SAF resources, i.e. 79 % of appropriations were used up. Payment was effected for 82 % of the decisions taken thus confirming the rapidity with which commitment appropriations can be disbursed under the facility. During the course of the year new adjustment support decisions (both NIP and SAF) totalled ECU 238 million while payments effected totalled ECU 305 million, i.e. 35 % of outlay on programmable aid.

Following the devaluation of the CFA franc in January 1994, a special initiative was undertaken in close consultation with the other donors to provide structural adjustment support in the African countries of the franc zone. This effort continued in 1995. Despite problems encountered by certain countries (in Central Africa in particular) in the implementation of their adjustment programmes, disbursements in respect of structural adjustment support post-devaluation amounted to ECU 122 million, i.e. 40 % of the total.

⁴ Plus a further amount of ECU 100 million from unallocated programmable resources for structural adjustment support.

Ces situations parfois difficiles ne sont pas spécifiques des pays de la zone franc puisque l'utilisation des ressources ajustement structurel est freinée par leur nature conditionnée à l'éligibilité des pays et à leur aptitude à mettre en œuvre les réformes macro-économiques et structurelles convenues.

L'approche plus sélective choisie pour la répartition des ressources permet cependant de maintenir un rythme annuel de décaissements de l'ordre de 300 MECU, équivalent à ce qui avait été obtenu les années précédentes.

Du point de vue qualitatif, l'année 1995 a également été marquée par la communication de la Commission au Conseil concernant le bilan de cinq années d'expérience en matière d'ajustement. L'appréciation positive qu'en ont faite les Etats membres et l'importante résolution du Conseil qui en est résulté en juin 1995 ouvrent des perspectives pour l'amélioration de la mise en œuvre, en particulier sur 3 axes importants:

- l'adaptation des instruments au contexte de libéralisation des économies (et spécialement les systèmes de change);
- l'amélioration de la maîtrise des finances publiques, notamment par la réforme du processus de revue des dépenses publiques (dans le cadre du SPA);
- l'examen de la conditionnalité dans le cadre de la concertation entre bailleurs de fonds (au sein du SPA également).

(7)

1991-1995 Opérations d'appui à l'ajustement structurel Lomé IV

Décisions et paiements annuels

■ décisions
■ paiements



Structural adjustment operations under Lomé IV

Decisions and annual payments

Les décisions reprennent à la fois les crédits FAS et les ressources complémentaires provenant des PIN. Les paiements représentés sont ceux de la seule FAS

The decisions include both SAF credits and additional resources from the NIP's. The payments represented are only from SAF

Such situations, though sometimes difficult, are not peculiar to the franc zone countries as use of the structural adjustment facility is hampered by being linked to the eligibility conditions applying to them and to their ability to implement the agreed macroeconomic and structural reforms.

The more selective approach decided for the allocation of resources, however, has helped keep up an annual disbursement rate of some ECU 300 million, on a par with the rate achieved in previous years.

Turning now to qualitative aspects, 1995 also brought a Commission communication to the Council taking stock of five years' experience of structural adjustment. The positive welcome given by the Member States to this paper and the important Council resolution to which it gave rise in June 1995 offer the prospect of improving implementation in three respects in particular:

- adapting instruments to the economic liberalization environment (especially exchange systems);
- improving public finance management, in particular by reforming the public spending review process (within the SPA context);
- discussing conditionality as part of consultations with donors (also within the SPA context).

3.1.3 Programmes Indicatifs Nationaux: les PIN

Les programmes indicatifs nationaux (PIN)* continuent à être le socle des transferts financiers du FED. Ils représentent, en 1995, 70 % environ des décisions et paiements de l'aide programmable, avec des résultats relativement contrastés selon les pays considérés:

*S'agissant des PIN 6ème FED**, dont le taux moyen de paiement s'élève à 78 %, le niveau des déboursements atteint à fin 1995 est relativement satisfaisant, avec 30 pays ayant dépassé 85 %. Parmi les autres pays, on identifie un groupe de 19 pays en net retard, inférieur à 75 %, que l'on peut classer en deux catégories:

- soit il s'agit de pays connaissant ou ayant connu des situations de guerre civile, de troubles graves, ou de blocages divers de notre coopération: Ethiopie, Guinée Equatoriale, Libéria, Rwanda, Somalie, Soudan, Zaïre;
- soit des difficultés sérieuses de mise en œuvre: Barbades, Botswana, Congo, Fidji, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Madagascar, Suriname, Tonga, Trinité et Tobago, Tuvalu.

*S'agissant des PIN 7ème FED**, le taux moyen d'engagement primaire, c'est-à-dire de décisions, s'élève à 67 % à fin 95, en retard par rapport aux rythmes d'engagements des FEDs précédents. Ce chiffre doit toutefois être nuancé, car il est calculé après distribution de la réserve. On notera, cependant, que 26 pays dépassent 85 %, dont 10 au-delà de 95 %. Ceci signifie que le retard moyen s'explique en fait par 18 pays qui se situent en dessous de 50 %

- Angola, Erythrée, Ethiopie, Guinée Equatoriale, Libéria, Nigéria, Rwanda, Somalie, Soudan, Togo, Zaïre, pour les pays étant ou ayant été en guerre, en crise grave, ou à blocage;
- Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Malawi, Ste Lucie, Samoa, Tonga, pour les pays à difficulté de mise en œuvre.

Le taux moyen de paiement s'élève aux environs de 20 %, en retard significatif par rapport aux taux historiques, c'est-à-dire à ceux des Feds antérieurs à la même période de leur cycle d'exécution. Contrairement aux décisions, la situation reste peu satisfaisante, même si l'on considère la répartition par pays. Il s'agit donc d'un problème général du 7ème FED.

* Volume annuel (1995)	Décisions	Paiements (en MECU) (hors reliquats)
- Pins Fed 6	24	163
- Pins Fed 7	612	380
- Total:	636	543

3.1.3. National Indicative Programmes: the NIPs

The National Indicative Programmes continue to form the bedrock of EDF financial transfers, accounting in 1995 for around 70 % of programmable aid decisions and payments, with results varying from country to country.

In the case of sixth EDF NIPs,* where the average rate of payment was 78 %, the level of disbursements achieved at the end of the year was quite satisfactory, with 30 countries exceeding 85 %. Among the other countries, 19 were lagging well behind at under 75 %. They can be put into two categories:

- those in the throes of a civil war or those which had been through a civil war or serious unrest, or those where our aid had been blocked for some reason: Ethiopia, Equatorial Guinea, Liberia, Rwanda, Somalia, Sudan, and Zaire;
- those where implementation has proved difficult: Barbados, Botswana, Congo, Fiji, Ghana, Guinea Bissau, Kenya, Madagascar, Suriname, Tonga, Trinidad and Tobago and Tuvalu.

In the case of seventh EDF NIPs,* the average rate of primary commitment, i.e. decisions, amounted to 67 % at the end of the year, well behind the rates of execution of previous EDFs. It should nevertheless be pointed out that this figure was calculated *after* distribution of the reserve. 26 countries exceeded 85 %, however, and 10 of those exceeded 95 %. This means that the average delay can be put down to the fact that 18 countries had a figure below 50 %:

- Angola, Eritrea, Ethiopia, Equatorial Guinea, Liberia, Nigeria, Rwanda, Somalia, Sudan, Togo and Zaire, among the countries which had been at war, gone through a serious crisis or had their aid cut off;
- Ghana, Guinea Bissau, Kenya, Malawi, St. Lucia, Samoa, and Tonga among the countries in which implementation had proved difficult.

* Annual volume (1995)	Decisions	Payments (in MECU) (excl. unexpended balances)
- NIPs EDF 6	24	163
- NIPs EDF 7	612	380
- Total:	636	543

Dans ce domaine également, l'incidence des pays avec lesquels la coopération est suspendue ou bloquée est certes déterminante. Elle n'est cependant pas la seule et d'autres raisons doivent être recherchées dans les capacités d'absorption par les administrations des Etats ACP et de la Commission. Cette recherche est en cours, de façon approfondie et pays par pays. Comme déjà indiqué, les résultats constatés en termes de paiements sont préoccupants. Il devra y être remédié en 1996 afin de relancer la mise en œuvre de la coopération dans tous les pays en retard par rapport aux performances du passé.

3.1.4 La coopération régionale: les PIR

La coopération régionale, qui fait l'objet d'une dotation financière spécifique, engendre elle aussi des flux significatifs, qui se trouvent cependant décalés dans le temps par rapport aux projets nationaux et qui sont freinés par l'effet de contraintes particulières.

Les programmes indicatifs régionaux (PIR)* continuent à être source de préoccupation, même si une partie du phénomène peut s'expliquer par la pratique comptable consistant à imputer les paiements prioritairement sur les PIN, avant les PIR, en cas de financement conjoint PIN + PIR, ainsi que par le gel des prêts spéciaux des PIR 6e Fed, en attente de leur transformation en subventions, qui n'a été formellement décidée qu'en décembre 1995.

Pour le 6ème FED*, les PIR se situent en moyenne en-dessous des références historiques, tant pour les décisions que pour les paiements. Avec un taux moyen de 72 % de paiements, il reste encore 200 MECU à déboursier, 10 ans après la naissance du 6ème FED et 9 ans après la signature des premiers programmes. L'Afrique centrale accuse un retard particulier, avec un taux d'engagement s'élevant à 71 % et de paiements à 51 %.

Pour le 7ème FED*, le taux moyen d'engagements primaires est de 64 %, lui aussi inférieur aux performances historiques bien qu'il faille tenir compte de ce que la programmation et, par conséquent, la mise en œuvre des opérations au niveau régional a toujours démarré avec un retard important par rapport aux programmes nationaux; cela dit, trois PIRs se situent au-delà de 85 %. L'Afrique centrale et l'Afrique orientale sont spécialement en retard avec seulement respectivement 27 % et 47 % d'engagements.

* Volume annuel (1995)	Décisions	Paiements (en MECU) (hors reliquats)
Coopération régionale		
Fed 6	9	59
Fed 7	161	85
- Total:	170	144

The average rate of *payment* was around 20 %, well behind the rates for previous figures, that is, to previous EDFs at the same period in the cycle. Unlike the decisions, the situation for payments is not very satisfactory even looking at the breakdown by country. This is therefore an overall problem in the seventh EDF.

Also in this field, a crucial factor was certainly the countries with whom cooperation was suspended or cut off. It is not the sole reason, however, and other explanations can be found in the absorption capacity of the ACP States' administrations. This is being investigated in depth country by country. As already stated, the results in terms of payments are worrying. A remedy for this should be found in 1996 in order to give a boost to cooperation in all countries lagging behind compared with past performance.

3.1.4. Regional cooperation: the RIPs

Regional cooperation, for which there is a special financial allocation, also gives rise to significant flows which are, however, out of step with national projects and curbed by certain constraints.

The *Regional Indicative Programmes (RIP)** continue to be a source of worry although this is partly due to the accounting practice of charging payments as a matter of priority to the NIPs ahead of the RIPs in the event of joint NIP + RIP financing, and to the freezing of special RIP loans under the sixth EDF pending their conversion into grants which was not formally decided until December 1995.

As regards the *sixth EDF**, the RIPs are on average below previous figures both in terms of decisions and payments. With an average payment rate of 72 %, ECU 200 million remains to be disbursed ten years after the start of the sixth EDF and nine years after the signing of the first programmes. Central Africa lags well behind with a rate of commitment of 71 % and a rate of payments of 51 %.

As regards the *seventh EDF**, the average primary commitment rate is 64 %, well behind previous performance, even though it is necessary to take into account that the programming and thus the commencement of operations at regional level were always late compared to those at national level; nevertheless, three RIPs achieved a rate of above 85 %. Central and Eastern Africa lag well behind with only 27 % and 47 % of commitments respectively.

* Annual volume (1995)	Decisions	Payments (in MECU) (excl. unexpended balances)
Coopération régionale		
RIPs EDF 6	9	59
RIPs EDF 7	161	85
- Total:	170	144

S'agissant des paiements, la situation appelle une attention tout à fait particulière: les PIRs en effet, ne se situent encore en moyenne qu'à 8 % de consommation de leur dotation d'ensemble.

Les faibles performances de l'Afrique centrale et de l'Afrique orientale s'expliquent bien sûr par les guerres civiles et troubles graves sévissant ou ayant sévi dans ces régions déjà identifiées comme «croissant de crise».

3.1.5. Les PTOM

Vingt pays et territoires d'outre-mer bénéficient aussi des crédits du FED, bien que la coopération avec eux s'effectue en dehors du cadre juridique de la convention de Lomé.

La mise en œuvre de cette coopération est tributaire des caractéristiques propres aux PTOM. La dimension très modeste des programmes indicatifs, qui s'articulent souvent autour d'un seul projet pour chaque territoire, la dispersion des territoires au regard du réseau des délégations de la Commission, les difficultés de communication et le poids des aides bilatérales dans le montage financier de certains projets sont autant de traits distinctifs qui compliquent les tâches de gestion de la Commission et rendent les flux d'opérations assez aléatoires.

Sur l'ensemble des PTOM qui bénéficient du FED, certaines *caractéristiques communes* peuvent être relevées: les crédits du 6e FED sont en général épuisés; l'absorption des ressources du 7e FED a souvent pris du retard, beaucoup de projets sont axés sur les communications ou le développement du tourisme. Dans un volume de crédits régionaux au total modeste, la part prise par les activités de promotion commerciale est souvent très élevée. Enfin, la spécificité institutionnelle des PTOM est parfois source de lenteurs administratives et de complications juridiques.

Au total, l'absorption des programmes indicatifs 7ème FED dans les PTOM a atteint 70 % en décisions et 23 % en paiements à la fin 1995, avec un rythme de déboursements de l'ordre de 25 MECU par an.

Where payments are concerned, the situation calls for special attention: the RIPs have reached an expenditure of only 8 % on average of their global allocation.

The weak performance of Central and Eastern Africa can of course be explained by civil wars and serious unrest in those regions, which have been dubbed the 'crisis crescent'.

3.1.5. OCT

Twenty overseas countries and territories also receive EDF funds, but cooperation with them takes place outside the legal framework of the Lomé Convention.

Implementation of cooperation hinges on the peculiarities of each OCT. The very small scale of their indicative programmes, which often involve a single project, the fact that the territories are remote from the network of Commission delegations, communication difficulties and the role of bilateral aid in putting together funding for certain projects: these are all features which complicate the Commission's management tasks and as a result the flow of operations is somewhat haphazard.

The OCT receiving EDF assistance have a number of *features in common*: funds from the 6th EDF have by and large run out; absorption of 7th EDF resources has often been lagging behind and a good many projects are geared to communications or the development of tourism. Trade promotion activities often account for a very large slice of the modest volume of regional funds available. The special institutional nature of the OCT is sometimes at the root of legal complications and administrative hold-ups.

Overall, the absorption rate of 7th EDF indicative programmes in the OCT was 70 % for decisions and 23 % for payments at the end of the year, with a disbursement rate of ECU 25 million per annum.

3.2. INSTRUMENTS DE L'AIDE NON PROGRAMMABLE

3.2.1. STABEX et SYSMIN

En 1995, le *Stabex* a repris son cours normal et la Commission a décidé, le 24 juillet 1995, les transferts pour l'année d'application 1994. Au titre de cette décision, 26 Etats ACP ont bénéficié de 30 transferts, les transferts les plus importants allant à deux îles des Caraïbes dont l'une a connu une sécheresse et dont l'autre a vu ses plantations de bananes dévastées par un cyclone.

Le montant total des transferts s'élève à 138 MECU*.

Ce montant étant inférieur aux ressources disponibles pour l'année d'application considérée, les pertes de recettes des Etats ACP au titre du système peuvent, *pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de la Quatrième Convention de Lomé*, être couvertes à 100 %. On se souviendra que les taux de couverture n'avaient été pour les années d'application 1990 à 1992 que de l'ordre de 40 % et pour 1993 de 60 %, suite à la forte chute des prix du café et du cacao qui avaient compromis l'équilibre financier de *Stabex*.

Quant au reliquat disponible au titre de l'année d'application 1994, de l'ordre de 63 MECU, il fera l'objet en 1996 d'une proposition de décision de la Commission.

Les décaissements *Stabex* se sont élevés à 301 MECU, en retrait de 50 MECU par rapport à 1994. Concernant l'utilisation des fonds *Stabex*, des évaluations relatives à la mise en œuvre des cadres d'obligations mutuelles ont eu lieu et se poursuivront jusqu'à mi-1996, date à laquelle elles seront suivies d'une évaluation générale de l'instrument STABEX dans le cadre de la Quatrième Convention ACP-CEE.

Au stade actuel, les premières observations suivantes peuvent être, entre autres, formulées:

– il apparaît que les nouvelles dispositions de la Quatrième Convention de Lomé relatives aux cadres d'obligations mutuelles et au comptes à double signature permettent, beaucoup mieux que par le passé, le suivi et le contrôle de l'utilisation des fonds transférés;

* Les engagements nets s'élèvent à 127 MECU.

3.2. NON-PROGRAMMED AID

3.2.1. Stabex and Sysmin

Stabex resumed normal working in 1995 and the Commission approved, on 24 July, the transfers for the year of application 1994. Under this decision, 26 ACP States received 30 transfers, with the heaviest going to two Caribbean islands, one of which was hit by drought and the other had seen its banana plantations laid waste by a cyclone.

The overall amount of transfers approved totalled ECU 138 million*.

This amount is below the funds available for the year of application in question so the ACP States' revenue losses under the system can be covered in full *for the first time since the Fourth Lomé Convention entered into force*. From 1990 to 1992 coverage rates were of the order of only 40 % and in 1993, 60 %, following the sharp decline in coffee and cocoa prices which upset the financial balance of the Stabex system.

The unexpended balance from the 1994 year of application – ECU 63 million – will be the subject of a proposal for a Commission decision in 1996.

Stabex disbursements stood at ECU 301 million, ECU 50 million down on the previous year. As regards the use of Stabex funds, evaluations of the implementation of the mutual framework of obligations were carried out and will continue until mid-1996 when an overall evaluation of Stabex as part of the Fourth Lomé Convention will be carried out.

At present, the following initial observations can be made:

- The new Lomé IV provisions on the framework of mutual obligations and dual-signature accounts makes it much easier than in the past to monitor and control the use of the funds transferred;

* The net commitment is ECU 124 million.

– les objectifs globaux de Stabex, tels qu'ils figurent à la Convention, visent, d'une part, la stabilité, la rentabilité et la croissance de l'économie des Etats ACP bénéficiaires, et, d'autre part, le progrès économique des populations concernées en contribuant à la sauvegarde du pouvoir d'achat de celles-ci; sur base des évaluations menées à ce jour, il apparaît que l'objectif de restauration des grands équilibres macro-économiques a, dans un premier temps, primé sur l'objectif de sauvegarde du pouvoir d'achat des populations; un rééquilibrage au profit du second objectif se dessine toutefois depuis 3 ans.

Les décisions de financement *Sysmin* d'un montant de 84 MECU en 1995, ont marqué une reprise par rapport aux années précédentes (57 MECU en 1994 et 64 MECU en 1993). Elles ont porté sur un programme en Mauritanie et deux projets au Burkina Faso. Sous le 7ème FED, un total de 253 MECU ont déjà été engagés dans le cadre de neuf projets ou programmes.

Compte tenu des quatre requêtes qui en sont déjà à un stade d'instruction avancée (Guinée, Suriname, Jamaïque et Botswana), et des neuf nouvelles demandes reçues en 1995, les perspectives d'absorption dépasseraient la dotation *Sysmin* de 480 MECU sous ce protocole financier. Ceci est dû à la fois à la crise mondiale qui a affecté le secteur de la production minière, dont les effets ont commencé à se marquer gravement en 1995, et aux règles en vigueur depuis Lomé IV qui permettent au *Sysmin* de répondre de façon plus souple et diversifiée aux besoins des pays miniers ACP.

En revanche, le rythme des paiements *Sysmin* a enregistré un ralentissement en 1995 avec 19 MECU contre 25 MECU en 1994. Cette contraction s'explique surtout par le fait que la mise en œuvre de certains programmes miniers, déjà lente dans les conditions normales, a été retardée suite aux adaptations rendues nécessaires par l'évolution de contingences commerciales ou techniques. C'est en particulier le cas du programme *Sysmin* en Namibie, financé sous le 7ème FED, dont environ 20 MECU doivent être réaffectés.

**Les opérations
du FED en 1995****EDF operations
in 1995**

– the overall objectives of Stabex, as spelt out in the Convention, are aimed on the one hand at stability, profitability and growth of the recipient ACP States' economies and, on the other, at ensuring the economic well-being of the population concerned by helping maintain their purchasing power; evaluations carried out hitherto show that the objective of restoring the key macroeconomic aggregates has initially focused on maintaining purchasing power; there has been a shift over the last three years in the direction of the second objective.

Sysmin financing decisions amounting to ECU 84 million were up on previous years (ECU 57 million and ECU 64 million in 1994 and 1993 respectively). They concerned one programme in Mauritania and two projects in Burkina Faso. Under the 7th EDF, ECU 253 million has already been committed for nine projects/programmes.

As four applications are already at an advanced appraisal stage (Guinea, Suriname, Jamaica and Botswana) and nine new requests were received in 1995, the absorption rate looks set to exceed the ECU 480 million Sysmin allocation under this financial protocol. This can be put down to the worldwide crisis affecting the mining sector, the severe effects of which started to make themselves felt in 1995, and to the rules applying since Lomé IV enabling Sysmin to respond more flexibly and more imaginatively to the needs of ACP mining countries.

On the other hand, there was a slowdown in the rate of Sysmin payments: ECU 19 million as against ECU 25 million in 1994. This was due above all to the fact that implementation of some mining programmes, already slow in normal circumstances, was delayed in the aftermath of adjustments made necessary by changes in commercial or technical considerations. This is true in particular of the Sysmin programme in Namibia, funded under the 7th EDF, where around ECU 20 million is to be reallocated.

3.2.2. INSTRUMENTS GÉRÉS PAR LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre des Conventions de Lomé, les financements de la Banque Européenne d'investissement (BEI) sont accordés soit sur ses ressources propres sous forme de prêts assortis d'une bonification d'intérêt, soit sur les ressources du FED sous forme d'opérations sur capitaux à risques. L'année 1995 a été marquée par la consolidation du montant de l'activité 1994; en effet, le total des interventions de la BEI au titre des conventions de Lomé s'élève à près de 430 MECU; pendant la même année, les décaissements ont atteint plus de 250 MECU.

Au cours de l'année écoulée, la Banque:

- sur ses ressources propres, a signé treize nouveaux contrats de prêts assortis de bonification d'intérêt pour un total de 203,7 MECU et déboursé près de 140 MECU.
- Les opérations sur capitaux à risques ont atteint en 1995 un montant total de 224 MECU dont près de 31 MECU au titre de Lomé III et les versements plus de 110 MECU*.

Le rééquilibrage engagé en 1994 entre les différentes zones géographiques s'est confirmé, avec un sensible accroissement des concours en Afrique occidentale et centrale (130 MECU) notamment pour la réhabilitation de la liaison ferroviaire entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire et l'interconnexion électrique entre ces deux pays. En Afrique australe, les financements s'élèvent à 125 MECU. Des montants significatifs ont été accordés dans les Caraïbes (61 MECU) et dans le Pacifique (54 MECU), principalement pour une mine d'or en Papouasie-Nouvelle Guinée.

3.2.3. Aides humanitaires et assistance aux réfugiés

Les actions humanitaires et d'urgence sont prévues à la Convention de Lomé (art. 254) et disposent de crédits spécifiques.

L'année 1994 avait été marquée par une croissance spectaculaire de ces opérations, en particulier suite à la crise rwandaise.

L'année 1995 est revenue à des niveaux d'engagements et de paiements moins importants, quoique les paiements atteignent le niveau appréciable de 107 MECU.

Les engagements nets se sont élevés à 33 MECU, dont 25 MECU ont trait à la crise rwandaise et concernent des opérations de secours aux réfugiés et aux personnes déplacées au Rwanda, Burundi et dans les pays voisins.

* Les données figurant dans ce paragraphe proviennent de la B.E.I. En raison de différences techniques d'imputation comptable, elles ne correspondent pas exactement aux flux enregistrés par la comptabilité du FED, tels qu'ils apparaissent à l'annexe 3.

3.2.2. EIB-MANAGED RESOURCES

Under the Lomé Conventions, EIB financing is granted from the bank's own resources in the form of loans accompanied by interest rate subsidies or from EDF resources in the form of risk capital operations. In 1995, overall EIB operations under the Lomé Conventions rose to almost ECU 430 million, while disbursements reached more than ECU 250 million, thus consolidating on 1994.

Over the year, the EIB

- drawing on its own resources, signed thirteen new loan contracts accompanied by interest rate subsidies for a total of ECU 203.7 million and disbursed nearly ECU 140 million;
- risk capital operations totalled ECU 224 million, of which nearly ECU 31 million under Lomé III, while transfers amounted to more than ECU 110 million*.

The rebalancing between various geographical areas started in 1994 continued, with a marked increase in assistance to West Africa and Central Africa (ECU 130 million), notably towards the rehabilitation of the rail link between Burkina Faso and Côte d'Ivoire and the power link between those two countries. In Southern Africa, financing amounted to ECU 125 million. Significant amounts were granted to the Caribbean (ECU 61 million) and the Pacific (ECU 54 million), chiefly for a gold mine in Papua New Guinea.

3.2.3. Humanitarian aid and aid for refugees

Humanitarian actions and urgent aid are provided for in the Fourth Lomé Convention (art. 254) and dispose of specific credits.

1994 was marked by a spectacular growth in this type of operation, especially with the Rwandan crisis.

1995 showed fewer commitments and less important payments, nevertheless, the payments reached the appreciable level of ECU 107 million.

The net commitments reached ECU 33 million, of which ECU 25 million were allocated to the Rwandan crisis relating to the aid operations given to refugees and displaced persons in Rwanda, Burundi and neighbouring countries.

* Data given in this paragraph are provided by the EIB. Due to technical accounting differences, these do not correspond exactly to the EDF registered flows which figure in annex 3.

Les autres opérations importantes concernent elles aussi des conflits armés et troubles civils: conflit au Soudan, réfugiés libériens en Côte d'Ivoire, réfugiés de Sierra Leone en Guinée, populations déplacées au Liberia.

Concernant les catastrophes naturelles, des décisions ont été prises pour les victimes d'éruption volcanique, d'inondations, de cyclones et d'épidémies.

Les actions *d'aide aux réfugiés*, rapatriés et personnes déplacées bénéficient aussi de crédits spécifiques pour le 7ème FED (article 255 de Lomé IV).

Au cours de l'année 1995, neuf interventions ont été décidées au titre de l'Article 255 de la Convention de Lomé IV, en faveur des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées. Ces décisions ont concerné sept pays ACP différents (Angola, Côte d'Ivoire, Djibouti, Kenya, Malawi, Mozambique et Ouganda).

Les paiements ont porté sur 12 MECU en 1995, atteignant ainsi un montant cumulé de 56,4 MECU, soit 69 % d'absorption.

Le rythme des décisions s'est ralenti en 1995 par rapport aux années précédentes, ainsi que celui des paiements, mais ils conservent toutefois un niveau satisfaisant.

La complémentarité des instruments (aide humanitaire, Article 255, ligne budgétaire B7-5076 «Réhabilitation») et l'articulation avec les autres moyens dont dispose le FED (Programmes Indicatifs Nationaux) ont joué dans plusieurs situations, notamment, celles liées à la réhabilitation en Angola et au Mozambique.

Dans ce dernier pays, l'Article 255 a permis de financer un programme spécifique, destiné à assurer la transition entre urgence et développement, en fournissant un appui aux autorités locales et aux ONG pour poursuivre, sous des formes adaptées, certains des projets, mis en œuvre auparavant par l'UNHCR, en faveur des réfugiés et rapatriés.

Les principaux partenaires pour la mise en œuvre des interventions en faveur des réfugiés en 1995 ont été les ONG et l'UNHCR. Au total, depuis 1992, les ONG ont bénéficié d'environ 61,8 MECU, soit 76 % des financements et l'UNHCR de 17,3 MECU, soit 21 %.

Ainsi que cela avait été le cas dans les années précédentes, la santé et le développement du secteur rural, et notamment de la production et des infrastructures de base, ont été les principaux domaines d'intervention en 1995. Ce type d'actions est, en effet, essentiel pour assurer une plus grande autosuffisance des populations concernées.

Other important operations were also related to armed conflicts and civil unrest: the Sudan conflict, Liberian refugees in the Côte d'Ivoire, Sierra Leonian refugees in Guinea and the displaced persons in Liberia.

With regard to natural disasters, decisions were taken relating to the victims of volcanic eruptions, floods, cyclones and epidemics.

Operations to help refugees and repatriated or displaced persons are also eligible for special funds under the 7th EDF (Article 255 of Lomé IV).

Over the year, nine operations were approved under Article 255 of the Fourth Lomé Convention in favour of refugees and repatriated and displaced persons. The decisions concerned seven ACP countries: Angola, Côte d'Ivoire, Djibouti, Kenya, Malawi, Mozambique and Uganda).

Since the entry into force of Lomé IV, 68 operations have been approved, representing an overall net amount of ECU 81.7 million as against an initial ECU 100 million which was reduced to ECU 88 million by means of a transfer of ECU 12 million to boost Article 254, thus leaving only ECU 6.3 million to finance new operations in 1996 to help refugees.

Payments amounted to ECU 12 million in 1995, bringing the cumulative total to ECU 56.4 million, i.e. a 69 % absorption rate.

The pace of decisions slowed down compared with previous years, as did that for payments, but the level remains satisfactory.

Complementarity of instruments (humanitarian aid, Article 255, budget heading B7-5076 'Rehabilitation') and linkage with other EDF resources (National Indicative Programmes) played a role in many circumstances, notably in the case of rehabilitation in Angola and Mozambique.

In Mozambique, Article 255 enabled a special programme to be financed which bridged the gap between an emergency situation and development by providing support to local authorities and NGOs enabling them, in an appropriate fashion, to continue certain projects previously implemented by the UNHCR for refugees and repatriated persons.

The main partners in implementing operations for refugees were NGOs and the UNHCR. Overall, since 1992, NGOs have received around ECU 61.8 million, i.e. 76 % of the funding, while the UNHCR has received ECU 17.3 million or 21 %.

As in previous years, health and the development of the rural sector, notably production and basic infrastructure, were the key fields of intervention. This type of operation is crucial to securing greater self-reliance among the population.

4. Perspectives pour 1996

4.1. ACCÉLÉRER LES OPÉRATIONS EN COURS

Afin d'améliorer l'absorption globale et de réduire au minimum le décalage entre décisions de financement et exécution des paiements, la DGVIII a engagé, depuis un certain nombre d'années, des efforts de rationalisation sur plusieurs plans:

- a) dès le stade de l'identification et de la préféabilité, les projets font l'objet d'un suivi informatisé;
- b) en ce qui concerne le processus de décision lui-même, où les délais nécessaires sont de l'ordre de 4 à 6 mois entre la fin de l'instruction d'un projet et la signature de la convention de financement. Toutes les étapes internes de ce processus ont été examinées afin de réduire ce délai et des gains importants ont déjà été réalisés;
- c) au stade de la mise en route des nouveaux programmes, la pratique des appels d'offres anticipés (plus fréquemment utilisée pour les travaux et fournitures que pour les services) a été appliquée autant que faire se peut;
- d) en ce qui concerne l'exécution des paiements, il a été veillé à ce que tous les ordres de paiement présentés par les ordonnateurs nationaux soient introduits et exécutés sans délais. La surveillance s'applique en particulier aux tranches FAS dont le déblocage doit intervenir très vite pour qu'elles s'inscrivent dans l'année fiscale convenue.

Bien évidemment, ces mesures techniques d'accélération ne peuvent produire leur plein effet que pour les pays ACP qui respectent le calendrier prévu pour les mesures d'accompagnement qui conditionnent la viabilité des projets et pour les tâches de gestion qui leur incombent. Il n'en reste pas moins vrai que, comme indiqué plus haut, les efforts entrepris ne sont pas à l'évidence encore suffisants et qu'un exercice plus approfondi, pays par pays, devra être mené en 1996 afin d'identifier les contraintes et blocages éventuels.

4. Outlook for 1996

4.1. SPEEDING UP CURRENT OPERATIONS

For a number of years now DG VIII has been rationalizing operations at several levels with a view to improving the overall absorption rate and reducing to a minimum the time between financing decisions being taken and the execution of payments:

- a) from the identification and pre-feasibility stage, projects are monitored by a computerized data base system;
- b) as for the decision-making process itself, where it takes from four to six months between the end of project appraisal and signing of the financing agreement, all the internal steps have been examined in order to reduce this time span and major improvements have been made;
- c) at the stage of launching new programmes, the practice of advance invitations to tender (used more frequently for works and supplies than for services) has been applied wherever possible;
- d) as for execution of payments, care has been taken to ensure that all payment orders presented by national authorizing officers are entered and executed without delay. Monitoring applies in particular to the SAF instalments which have to be released rapidly so that they can be entered for the tax year agreed.

Of course, such measures to speed up operations can only have their full effect in ACP countries which stick to the timetable laid down for the flanking measures which ensure the viability of projects and for the management tasks incumbent on them. Nevertheless, as stated above, the efforts made are clearly not yet sufficient and a more in-depth exercise, country by country, should be carried out in 1996 to identify the constraints and possible logjams.

4.2. PROGRAMMER LE 8^e FED

Avec la décision relative au 8^eme FED, le processus de programmation a pu formellement commencer en 1995. L'année 1996 verra la finalisation des documents de stratégie et de coopération, leur discussion avec les Etats membres au sein du Comité du FED, la négociation et la signature des programmes indicatifs nationaux et régionaux pour l'ensemble des pays ACP. Ceci demandera un intense travail des services concernés et une étroite collaboration entre la Commission, les Etats Membres et les Etats ACP, de façon à respecter la date limite du 4 novembre 96 pour conclure l'ensemble des 78 PINs et PIRs.

4.3. APURER LES COMPTES DU PASSÉ

D'autres opérations sont en cours pour «nettoyer les comptes du FED» avant que ne s'engage la programmation du 8^eme FED.

L'absorption des reliquats des anciens FED est un impératif pour tous les pays qui en disposent, et doit être considérée comme prioritaire par rapport à l'engagement des crédits encore disponibles sur 6^eme et 7^eme FED. Un plan d'engagement des reliquats avait été convenu en 1994 dans chaque pays avec les services de l'ordonnateur national, si bien que les projets présentés au comité du FED courant 1995 ont été d'abord financés par les reliquats disponibles en subventions sur les FEDs précédents, en réduisant à due concurrence le tirage nécessaire sur le PIN FED7.

En 95, 33 MECU de reliquats des FED antérieurs ont été déboursés. Cependant, l'accroissement des décisions réalisé en 1995 comme indiqué ci-dessus et sa continuation, en 1996, par utilisation des reliquats jusqu'alors bloqués (parce que constitués presque exclusivement de prêts spéciaux) devrait conduire à une accélération significative de ces déboursements dès le milieu de l'année 1996.

4.2. 8th EDF PROGRAMMING

The decision relating to the 8th EDF, set in train the programming process. In 1996, the strategy documents will be finalized, discussed with the Member States in the EDF Committee and the national and regional indicative programmes for all ACP countries will be negotiated and signed. This will mean a heavy workload for the departments concerned and close cooperation between the Commission, Member States and ACP States in order to adhere to the deadline of 4 November 1996 for concluding all 78 NIPs and RIPs.

4.3. CLEARING PAST ACCOUNTS

Other operations are under way to clear EDF accounts before 8th EDF programming commences.

Absorption of unexpended balances from former EDFs is essential for all countries which have such balances and should be given priority over the commitment of funds still available from the 6th and 7th EDFs. A plan to commit the outstanding balances was agreed in 1994 in each country with the national authorizing officers and projects presented to the EDF Committee in 1995 were funded first of all from the available outstanding balances from previous EDFs, thus reducing accordingly the amount drawn from the 7th EDF NIP.

In 1995, only ECU 33 million in unexpended balances from previous EDFs were disbursed, but the rise in decisions mentioned above, which is set to continue in 1996, through the use of unexpended balances hitherto blocked (as they were made up almost exclusively of special loans) should significantly speed up disbursements from the middle of 1996.

B. Aspects qualitatifs et éléments d'analyse

5. Orientations sectorielles de l'aide⁵

En termes de secteurs économiques, la classification sectorielle des programmes Lomé III est solidement établie depuis 1988. La coopération CE/ACP a nettement privilégié le développement rural (plus de 50 % des crédits affectés à des projets et programmes) par rapport au développement industriel et aux secteurs sociaux. L'aide programme est apparue relativement tard avec la première génération des programmes sectoriels d'importation (PSI) qui ont démarré en 1987-88, et n'a représenté que quelque 4 % des transferts de Lomé III.

Maintenant que près des 3/4 du 7ème FED sont engagés, il devient possible de mieux percevoir la répartition sectorielle de l'aide sous Lomé IV. Les décisions déjà prises révèlent un net déclin du développement rural, qui reste cependant en première position, au profit de l'ajustement structurel, des secteurs sociaux et des actions d'appui institutionnel. Lomé IV se caractérise surtout par la part croissante des aides à l'ajustement qui absorbent près de 25 % des crédits décidés.

⁵ Les indications fournies dans ce chapitre se fondent sur le nouveau système de codification sectorielle utilisé par la Commission, qui est conforme à la nomenclature «SNPC» de l'OCDE. Le développement de ce système en est encore au stade expérimental et les indications fournies ne sont dès lors qu'une première approximation, d'autant que le SNPC lui-même est en cours de révision.

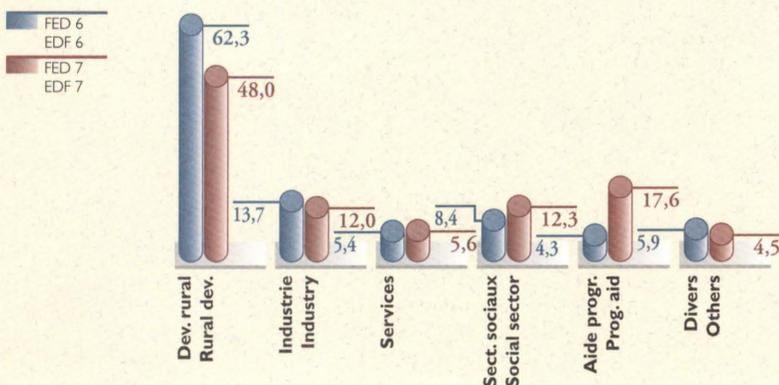
(8)

Ventilations des décisions du FED par secteurs économiques projets et programmes nationaux

En % du montant total décidé

Breakdown of EDF decisions by economic sector national projects and programmes

As % of the total allocated amount



B. Qualitative aspects and analysis

5. Sectoral aid guidelines⁵

Looking at economic sectors, the sectoral classification of Lomé III programmes has been well established since 1988. EC/ACP cooperation has focused clearly on rural development (more than 50 % of the funds earmarked for projects and programmes), as against industrial development and social sectors. The aid programme was a relative latecomer with the first generation of sectoral import programmes (SIP) which were launched in 1987-88, accounting for only around 4 % of Lomé III transfers.

Now that more than three-quarters of the 7th EDF has been committed, we can now see more clearly the sectoral breakdown of aid under Lomé IV. Decisions already taken show a marked decline in the position of rural development, which remains in first position, but is giving way to structural adjustment, social sectors and institutional support operations. A feature of Lomé IV is the growing importance of adjustment aid, which accounts for nearly 25 % of the appropriations approved.

It should be stressed that social sectors (health and training) receive much more EDF support than the figures based on EDF decisions alone might suggest as they are the main destination for counterpart funds in local currency generated by EC-funded adjustment aid.⁶

Since 1992, therefore, aid for the health sector has grown markedly in importance in EDF operations even though it had not always been taken into account in the indicative programmes. The rapid deterioration in health systems due to urbanization and the crisis in public budgets, the serious threats posed by the spread of certain diseases such as sexually transmitted diseases and AIDS and, above all, the development of genuine sectoral policies in a number of ACP countries have prompted the Community to step up its operations in this sector.

⁵ The information in this chapter and the figures given in Annex 2 are based on the new sectoral codification system used by the Commission, which uses the OECD creditor reporting system. This system is still at the experimental stage and the information supplied is therefore approximate since the new CRS system is currently being revised.

⁶ Detailed information on the constitution and use of counterpart funds will be supplied in the annual report on financial and technical cooperation under Article 327 of the Convention.

Il faut souligner que les *secteurs sociaux* – santé et formation – bénéficient d'un soutien du FED beaucoup plus important que ne l'indiquent formellement les statistiques fondées sur les seules décisions du FED, parce qu'ils constituent l'affectation privilégiée des fonds de contrepartie en monnaie locale engendrés par les aides à l'ajustement que finance la CE⁶.

Ainsi, depuis 1992, *l'aide au secteur de la santé* a acquis une importance considérable dans les opérations du FED, qui n'avait pas toujours été anticipée dans les programmes indicatifs. La dégradation rapide des systèmes de soins liée à l'urbanisation et à la crise des budgets publics, les menaces graves associées à l'extension de certaines pathologies dont les MST et le SIDA, et surtout le développement de véritables *politiques sectorielles* dans nombre de pays ACP ont conduit la Communauté à multiplier ses interventions dans ce secteur.

Le glissement qui s'est produit entre Lomé III et Lomé IV ne correspond pas à un changement des groupes-cibles – les populations rurales gardant toujours la part du lion –, mais plutôt à un changement de moyens d'intervention du FED. Les crédits d'infrastructures et d'équipement cèdent progressivement le pas aux fournitures d'intrants et au financement temporaire de coûts récurrents, aux infrastructures de base pour mieux atteindre les objectifs de politique sectorielle convenus avec les Etats ACP. Cette *recomposition de l'aide-projets* accompagne de façon cohérente le processus d'ajustement et les réformes sectorielles en cours dans les pays ACP, mais elle remet aussi en question la notion même de projet.

⁶ Des informations détaillées sur la constitution et l'utilisation des fonds de contrepartie seront fournies dans le rapport annuel sur la coopération financière et technique prévu à l'article 327 de la Convention.

**Les opérations
du FED en 1995**
**EDF operations
in 1995**

The downturn between Lomé III and Lomé IV cannot be attributed to a change in target groups (rural populations have retained the lion's share) but rather to a change in EDF intervention methods. Funds for infrastructure and equipment are gradually yielding to the supply of inputs and the temporary financing of recurring costs and basic infrastructure designed better to achieve the sectoral policy objectives agreed with the ACP states. This shift in aid projects meshes with the adjustment process and sectoral reforms under in the ACP countries, while at the same time putting a question mark on the very notion of a project.

6. Evaluations et rétroaction

Pour mieux apprécier l'impact des projets du FED, la Commission a considérablement renforcé depuis 1992 les moyens qu'elle consacre à l'évaluation des opérations.

Outre le programme habituel des évaluations par projets – qui a concerné quelque 70 projets en 1995 – la Commission a mené à bien deux grandes évaluations globales concernant l'appui aux PME et les actions en faveur de la Démocratie et des Droits de l'Homme. De nombreuses autres évaluations sont en cours sur les aides à l'ajustement structurel, le développement urbain, le commerce et le tourisme, les microréalisations, le Stabex, le Sysmin, l'environnement et le développement institutionnel.

Les résultats de ces travaux confirment le rôle décisif du *cadre de politique sectorielle* pour la réussite et la durabilité des projets. Nombre d'échecs s'expliquent en effet par une articulation insuffisante entre le projet et les mesures d'accompagnement qui conditionnent sa viabilité.

Au-delà de leurs conclusions opérationnelles, les travaux d'évaluation soulèvent des questions plus fondamentales sur la coopération au développement elle-même. La validité du concept traditionnel de viabilité/durabilité, le rôle de l'Etat dans la gestion des opérations de développement, voire la pertinence même d'une coopération par projets lorsqu'on veut appuyer des politiques, sont autant de sujets difficiles sur lesquels une réflexion a été engagée.

La *rétroaction* des résultats des évaluations vers la conception des nouveaux projets est assurée de façon plus systématique par la compilation des évaluations existantes et par la rédaction de lignes directrices par secteur. Pour chaque évaluation importante, un groupe de pilotage rassemble des fonctionnaires engagés dans les services opérationnels. Par ailleurs, un nouveau *manuel d'analyse économique et financière* a été mis en chantier, qui viendra compléter en 1996 le manuel cadre sur la gestion du cycle de projet publié en 1993.

Un travail important reste encore à faire cependant dans le domaine de l'évaluation pour approfondir et «internaliser» les leçons des évaluations passées au sein des services de la Commission et des administrations ACP et pour s'assurer de façon systématique qu'elles ont été utilisées dans la préparation des nouveaux projets.

6. Evaluation and making use of feedback

In order to better gauge the impact of EDF projects, the Commission has since 1992 significantly strengthened the means that it makes available for evaluation of operations.

In addition to the customary programme for evaluating projects, which concerned some 50 projects in 1995, the Commission has successfully carried out large-scale comprehensive evaluations of support for SMEs and operations to promote democracy and human rights. A good many other evaluations are under way in respect of aid for structural adjustment, urban development, commerce and tourism, micro-operations, Stabex, Sysmin, environment and institutional development.

The results confirm the crucial role of the *sectoral policy framework* for the success and viability of the projects. A number of failures can be put down to an insufficient linkage between the project and the flanking measures which have an impact on the project's viability.

Apart from their operational conclusions, the evaluations raise more fundamental questions about development cooperation as such. The validity of the traditional notion of *viability/sustainability*, the *role of the state* in the management of development operations and even the very relevance of cooperation in the form of *projects to support policies* are among the difficult subjects that we are starting to ponder.

Turning the findings of evaluations to good account in the design of new projects is being done more systematically through the compilation of existing evaluations and the formulation of guidelines for each sector. In the case of each important evaluation, a steering group comprising officials working in the operational departments is set up. In addition, a new *economic and financial analysis manual* is being put together and will complement the framework project cycle management manual published in 1993.

Much remains to be done, however, in the field of evaluation to deepen and take on board the lessons of previous evaluations within Commission departments and ACP administrations and to ensure that they are used more systematically in the preparation of new projects.

Glossaire

ACP	Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé
BEI	Banque Européenne d'Investissement
Ecus	Unité de compte européenne, valant en moyenne 1.28 dollar US (août 1996)
FAS	Facilité d'Ajustement Structurel
FED	Fonds européen de Développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
PGI	Programme général d'importation
PIN	Programme Indicatif National
PIR	Programme Indicatif Régional
PSI	Programme sectoriel d'importation
PTOM	Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à l'Union européenne
Stabex	Système de stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles
Sysmin	Facilité de financement spéciale pour le secteur minier
UE	Union européenne instituée par le Traité de Maastricht signé par les Douze Etats membres de la Communauté européenne, et entrée en vigueur en novembre 1993. L'UE compte 15 Etats membres à ce jour.

Glossary

ACP	African, Caribbean and Pacific States who signed the Lomé Convention
ECU	European currency unit, worth on average 1.28 US dollar (August 1996)
EDF	European Development Fund
EIB	European Investment Bank
EU	European Union established by the Maastricht Treaty which was signed by the Twelve Member States of the European Community; came into force in November 1993. There are now 15 Member states.
GIP	General Import Programme
NGO	Non-governmental organisation
NIP	National Indicative Programme
OCT	Overseas Countries and Territories which are associated with the European Union
RIP	Regional Indicative Programme
SAF	Structural Adjustment Facility
SIP	Sectoral Import Programme
Stabex	Stabilisation of export earnings from agricultural commodities system
Sysmin	Special financing facility for the mining sector

Commission Européenne

Direction générale du Développement

Tiré à part du Courrier ACP-UE

Manuscrit achevé en juin 1996

CONCEPTION, GRAPHISME, IMPRESSION ET FAÇONNAGE

Imprimerie Lannoo NV, Tielt-Belgique

Reproduction autorisée sous réserve
d'indication de la source.

Les indicateurs socio-économiques ont été
fournis par Eurostat.

Les cartes reproduites n'impliquent la
reconnaissance d'aucune frontière
particulière, ni ne préjugent le statut
d'aucun État ni territoire.

European Commission

Directorate-General for Development

Special issue of The Courier ACP-EU

Manuscrit completed in June 1996

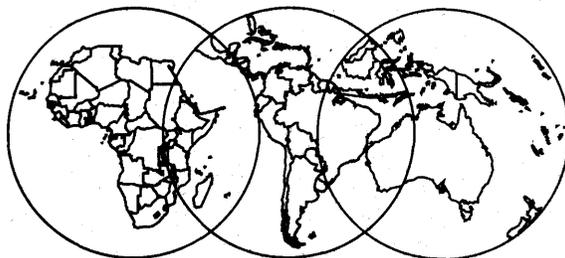
CONCEPT, GRAPHIC DESIGN, PRINTING AND BINDING

Lannoo Printers, Tielt-Belgium

Reproduction authorized, subject to
indication of source.

Socio-economics indicators from
Eurostat.

The maps reproduced here do not imply
recognition of any particular border,
nor do they prejudice the statut of any
state or territory.



CF-AA-96-004-2A-C

LE COURRIER ACP-UE
THE ACP-EU COURIER

tiré à part
juillet 1996

special issue
july 1996

EDITEUR/PUBLISHER
Stellen Smith

CELEC
rue de la Loi, 200
B-1049 Bruxelles

Imprimé en Belgique
Printed in Belgium